

Les clés pour comprendre la COP26

La COP26 débute ce lundi 1er novembre. Six ans après l'Accord de Paris, les États du monde manquent cruellement d'ambition. Entre réduction des émissions de gaz à effet de serre et soutien aux pays pauvres, Reporterre fait le tour des enjeux du sommet.



Sécheresse et famine à Madagascar¹, crues torrentielles en Allemagne² ou en Inde, mégafeux en Amérique du Nord³, en Turquie, en Grèce⁴... Ces derniers mois, une cascade de catastrophes climatiques s'est abattue sur la Terre. Le changement climatique, toujours plus palpable pour les sociétés humaines, s'est radicalisé.

Lors de la COP26, du 1^{er} au 12 novembre, 192 parties⁵ se réuniront à Glasgow, en Écosse. Leur mission, selon les mots d'António Guterres, secrétaire général de l'ONU : s'accorder pour lutter contre cette "menace existentielle pour la planète et nos vies". Alors, qu'attendre de ce sommet international pour le climat, le premier depuis 2019 et le début de la pandémie mondiale de Covid-19 ?

1 - Renforcer l'ambition et l'action

"Paris a promis, Glasgow doit concrétiser", répète à l'envi Alok Sharma, président britannique de la COP26.

En ratifiant l'Accord de Paris en 2015⁶, les États s'étaient engagés à contenir le réchauffement climatique

"nettement en dessous des 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels".

Les différents rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) parus depuis ont clairement démontré qu'au-delà de 1,5 °C, des conséquences incommensurables étaient à prévoir : vagues de chaleur sans fin, nombreuses extinctions d'espèces, déstabilisation irréversible des calottes polaires...

¹ <https://reporterre.net/Secheresse-a-Madagascar-On-meurt-de-faim-et-de-soif>

² <https://reporterre.net/En-Allemagne-les-inondations-obligent-les-politiques-a-prendre-le-climat-plus-au-serieux>

³ <https://reporterre.net/Les-megafeux-empoisonnent-l-air-du-Canada-jusqu-a-Montreal>

⁴ <https://reporterre.net/Les-incendies-en-Grece-revelateurs-de-la-crise-sociale-que-vit-le-pays>

⁵ 191 pays et l'Union européenne. Le dernier pays à avoir ratifié l'Accord de Paris est la Turquie, début octobre.

⁶ <https://reporterre.net/Climat-qu-y-a-t-il-vraiment-dans-l-accord-de-Paris>

Ce sont des pans entiers de la planète qui vont devenir inhabitables sous le feu de nos émissions de gaz à effet de serre.

Pour limiter les dégâts, les États doivent déposer des "contributions déterminées au niveau national" (NDC) tous les cinq ans, à chaque fois plus ambitieuses. La COP26, repoussée d'un an à cause de la pandémie de Covid-19, marque la fin du premier cycle.

Mais malgré l'urgence et le monde apocalyptique qui se profile, les États ne sont toujours pas en phase avec les objectifs qu'ils s'étaient fixés. Les émissions de gaz à effet de serre continuent de croître, excepté en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 (- 5,4 %). Les engagements des pays, pris pour 2030, sont insuffisants. Ils mènent la planète vers un réchauffement climatique de 2,7 °C à la fin du siècle, prévient le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUÉ) dans son bilan annuel de l'action climatique, publié mardi 26 octobre.

"Un aller simple vers le désastre", a commenté António Guterres.

Des objectifs "vagues, souvent incomplets"

Parmi les plans soumis, beaucoup présentent des objectifs de neutralité carbone au milieu du siècle. Ces ambitions lointaines constituent un "espoir", mais restent

"vagues, souvent incomplets et non alignés avec la plupart des plans à court terme", juge le PNUÉ.

À quelques jours de l'ouverture du sommet, une quarantaine de pays devaient toujours soumettre des plans de réduction d'émissions, parmi lesquels l'Inde, l'Arabie Saoudite et la Turquie. La Chine a envoyé le sien in extremis jeudi 28 octobre. Pékin s'est engagé à atteindre la neutralité carbone "avant 2060" et à atteindre son pic d'émissions "avant 2030". Quant à la Russie, l'Australie, le Mexique, le Brésil et l'Indonésie, leurs plans déjà soumis présentent une ambition égale, voire inférieure à leurs précédents, transmis en 2015.

Mais le pire reste que ces engagements, largement insuffisants, ne sont pas du tout respectés.

"Les promesses et les discours ne suffisent plus," a déclaré Aurore Mathieu, responsable des politiques internationales au Réseau Action Climat (RAC), lors d'une conférence de presse consacrée aux enjeux de la COP26. "Il s'agit désormais de passer à l'action, car seule une réduction drastique de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 nous permettra de limiter la gravité des impacts climatiques."

Ce sommet, "le plus important depuis la COP21 en 2015", devra se traduire par "une franche accélération de l'action", a prévenu le Climate Action Network, un réseau mondial de plus de 1 300 organisations non gouvernementales environnementales dans plus de 130 pays, lors d'une autre conférence. Pour faire pression sur les gouvernements, la société civile a prévu plusieurs jours de mobilisation pendant la COP26 et appelle à des actions partout dans le monde le samedi 6 novembre prochain.

2 - Réconcilier pays pauvres et pays développés

Dans les couloirs du *Scottish Event Campus* de Glasgow, l'autre sujet crucial concernera les pays les plus démunis face aux effets du changement : les pays en développement. Ces États sont passablement

agacés, les pays développés n'ayant pas honoré leur promesse de mobiliser 100 milliards de dollars par an (86 milliards d'euros) dès 2020 pour les aider à faire face au dérèglement climatique. Et ce, alors même que l'enveloppe des 100 milliards de dollars est jugée insuffisante.

Cet engagement avait pourtant été pris il y a douze ans, en 2009, et repris dans l'Accord de Paris.

"Avec le non-respect de cet engagement, la confiance entre pays du Sud et pays du Nord s'étiole et le risque de divorce existe", déplore Lola Vallejo, directrice du programme climat de l'Iddri.

Fanny Petitbon, responsable plaidoyer de l'ONG Care France, précise que ces financements ne sont pas des cadeaux, mais

"la réparation d'une dette historique", car "les pays en développement sont en première ligne d'un réchauffement climatique dont les pays développés sont historiquement responsables".

De plus, aujourd'hui, les fonds sont versés à 71 % sous forme de prêts, qui alourdissent la dette des pays en développement. Sur les 6 milliards d'euros par an promis par la France en 2020 pour les cinq années à venir, seuls 15 % représentent des dons. Et les deux tiers des financements des pays riches sont consacrés à des projets d'"atténuation" du changement climatique (par la réduction des émissions de gaz à effet de serre), contre un tiers seulement pour des projets d'adaptation (les stratégies et mesures visant à réduire la vulnérabilité de ces pays contre les effets des changements climatiques, comme la construction de digues dans des régions côtières ou le développement d'une agriculture mieux adaptée aux nouvelles conditions climatiques), alors que l'Accord de Paris prévoit un équilibre entre les deux.

"Les nations pauvres ne se laisseront pas duper."

Une projection, issue d'un rapport commandé par la présidence britannique de la COP26, estime que les pays développés devraient atteindre les 100 milliards en 2023 et que cet objectif sera dépassé en 2024 et en 2025. Malgré les trois ans de retard, la somme de 100 milliards pourrait être atteinte en moyenne entre 2021 et 2025.

"J'espère que ce rapport va restaurer la confiance et créer un élan", a déclaré Alok Sharma.

"L'accord annoncé aujourd'hui est encore insuffisant, même si le gouvernement britannique tente de le présenter comme une mission accomplie. Les nations pauvres ne se laisseront pas duper", a répliqué Mohamed Adow, directeur du groupe de réflexion Power Shift Africa.

Un point d'autant plus chaud qu'à Glasgow débiteront les négociations sur les financements post-2025.

Après l'atténuation et l'adaptation, les pays en développement souhaitent également obtenir un soutien financier additionnel pour compenser les "pertes et dommages" irréversibles générés par des catastrophes climatiques soudaines ou les phénomènes à occurrence lente, comme la montée du niveau des mers ou la désertification des sols.

Toutes les délégations et activistes des pays en développement pourront-elles défendre elles-mêmes leurs intérêts ? Rien n'est moins sûr, le coût très élevé des déplacements et des hébergements à

Glasgow — jusqu'à plus de 1 000 euros pour une chambre, par nuit — s'ajoutant aux difficultés rencontrées pour accéder aux vaccins dans certains pays. Faute d'avoir la garantie que la COP26 puisse être *"sûre, inclusive et juste"*, le *Climate Action Network International* avait demandé, début septembre, le report de la conférence. Depuis, la présidence britannique a promis de prendre en charge les frais d'hébergement des personnes en quarantaine, accepté des exceptions au protocole sanitaire et réduit sa *"liste rouge"* à sept pays, dont les participants devront passer dix jours en isolement s'ils n'ont pas été vaccinés, et cinq s'ils l'ont été.

3 - De quels marchés carbone voulons-nous ?

En 2019, à Madrid, les États n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord sur les conditions de mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris, portant sur le fonctionnement des marchés carbone et les crédits de compensation carbone. Concrètement, ces marchés sont des systèmes d'échange de droits d'émissions de gaz à effet de serre entre des pays qui en émettent trop, et des pays qui en émettent moins.

Principal point d'achoppement : lors de la COP25, un groupe de pays s'est constitué, à l'initiative du Costa Rica, pour plaider en faveur de l'adoption de règles robustes, afin que ces marchés ne contre-carrent pas les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

"Compenser, ce n'est pas réduire : les pays ne peuvent se contenter de payer des permis de polluer plutôt que d'agir contre le changement climatique", estime Myrto Tilianaki, chargée de plaidoyer climat à CCFD-Terre Solidaire.

Ces États rétifs aux marchés carbone veulent notamment supprimer le principe de double comptage, qui permettrait à deux pays de comptabiliser les crédits carbone liés à un même projet de réduction d'émissions de CO₂. À l'inverse, le Brésil pèse de tout son poids pour que les marchés ne soient pas fermement réglementés.

Les autres enjeux de la COP26 :

- ▣ La finalisation du manuel d'application de l'Accord de Paris : les États doivent adopter un calendrier commun de 5 ans pour leur permettre de faire le point sur leurs objectifs.
- ▣ Des négociations vont se tenir autour de l'article 13 de l'Accord de Paris, lequel prévoit l'établissement d'un cadre de transparence renforcé, permettant de s'assurer du respect par chaque État des engagements souscrits auprès des Nations unies.
- ▣ Les négociateurs devront s'entendre autour de l'article 4 de l'Accord de Paris, en fixant des échéances communes pour faciliter la comparaison entre les NDC.
- ▣ La société civile attend des annonces quant à la fin des investissements dans les énergies fossiles, comme l'a préconisé l'Agence Internationale de l'énergie dans son rapport *Net Zero by 2050*⁷.

"Au sommet du G20 et à la COP26, les États doivent s'engager définitivement et sans ambiguïté à éliminer l'ensemble des subventions publiques destinées aux énergies fossiles", exhorte le Réseau Action Climat (RAC).

⁷ <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

- ▣ Les solutions dites "*fondées sur la nature*" — comme le fait d'utiliser des forêts pour absorber du carbone — devraient également faire l'objet de discussions, tout comme les technologies de séquestration du carbone.
- ▣ L'UE et les États-Unis signeront un accord de lutte contre les émissions de méthane, et comptent convaincre plusieurs partenaires lors de la COP26.
- ▣ Le Royaume-Uni cherche à mettre en place une coalition de pays s'engageant pour la réduction des émissions mondiales de l'aviation.

Après cet article

- Entretien — COP26 : [François Gemenne : "Aucune COP n'a le pouvoir d'arrêter le changement climatique"](#)